

**COMMUNE d'ORIOLE en ROYANS
MISE EN COMPATIBILITE n°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la mise en compatibilité n°1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 28 janvier 2016

Date de transmission au Préfet : 3 février 2016

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 3 février 2016
- Insertion dans la presse : 8 février 2016

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:	3 mars 2016
--	--------------------

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

signé Tanguy QUEINEC

Délibération n° 2016/01

Objet : Délibération d'approbation de la déclaration de projet concernant l'extension de la carrière des Belles et mise en compatibilité du PLU

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 28/01/2016.

L'an deux mil seize

Et le vingt-huit du mois de janvier

A 20 heures 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de M. Roland ARCHINARD, Maire.

Date de la convocation : 20 janvier 2016

Secrétaire de séance : Simon EZINGEARD

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 15

Présents : 14

Absent : 1

Pour : 13

Contre : 1

Abstention : 0

PRESENTS : Roland ARCHINARD, Marlène MICHAL, Jean-Jacques DALLON, Thierry AGERON, Christelle CORRARO, Laurence BESSET-PERRICHON, Sandrine BRETIERE, Simon EZINGEARD, Robert GODARD, Charlotte NEF, Alain SILVESTRE, Thierry MARET, Laurent LEMAITRE, Michael RAVINEL.

ABSENTS EXCUSES :

ABSENT : Ghyslaine DESMARD

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Rappel de l'historique de la procédure :

Monsieur le Maire rappelle que la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU a été initiée par une délibération du Conseil municipal en date du 18 mars 2014.

L'objet de la procédure est de reconnaître, par la déclaration de projet, l'intérêt général que présente le projet d'extension de la carrière des Belles, exploitée par la société PEYSSON.

La reconnaissance de cet intérêt général, par la déclaration de projet, entraîne conjointement la mise en compatibilité du PLU de la Commune, approuvé le 22 octobre 2013, et cela afin d'intégrer les modifications réglementaires à apporter au PLU pour permettre la réalisation de ce projet.

Il est rappelé qu'après la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU, la société PEYSSON devra obtenir l'autorisation, par arrêté préfectoral, de procéder à l'extension de la carrière, au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Comme prévu par la procédure fixée par le Code de l'urbanisme, le projet a fait l'objet d'une réunion d'examen conjoint, en Mairie, le 27 avril 2015, réunion au cours de laquelle l'Etat (DDT) et la Chambre d'agriculture, notamment, ont émis un avis favorable à ce projet. Le compte-rendu de cette réunion d'examen conjoint a été dûment joint au dossier d'enquête publique.

Après examen au cas par cas, l'Autorité Environnementale, par décision en date du 30 juin 2015 a décidé que cette procédure n'est pas soumise à évaluation environnementale. Cette décision a été jointe au dossier d'enquête publique.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/02/2016

2016-02

L'enquête publique s'est tenue du 17 septembre 2015 au 20 octobre 2015.

Le commissaire-enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 7 novembre 2015.

Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable au projet de mise en compatibilité du PLU avec la déclaration d'intérêt général du projet d'extension de la carrière des « Belles ». Cet avis favorable n'est assorti d'aucune réserve.

Il n'est pas envisagé d'apporter de modifications au projet suite à l'enquête publique.

Déclaration de projet – l'intérêt général du projet d'extension de carrière

L'intérêt général du projet d'extension de la carrière des Belles est décrit dans la notice de présentation du projet, annexé à la présente délibération, et soumis à l'enquête publique.

L'intérêt général du projet porte notamment sur les points suivants :

➤ **Pérenniser une activité économique**

La société CARRIERES E. PEYSSON emploie 12 personnes qui sont basées sur le site d'extraction d'Oriol-en-Royans et sur le site de traitement de Saint-Nazaire-en-Royans. La poursuite de l'exploitation et son extension conditionnent non seulement la pérennité des emplois sur le site de la carrière mais également ceux, plus nombreux, du site de traitement de Saint- Nazaire.

En outre l'activité de la société CARRIERES E. PEYSSON maintient des emplois indirects liés au transport des matériaux et aux services auxquels fait appel la société.

Le projet de renouvellement et d'extension s'inscrit dans l'optique :

- de pérenniser l'activité de la société sur le secteur et rentabiliser les investissements lourds réalisés (usine, laboratoire de contrôle qualité et recherche et développement),
- de répondre aux besoins spécifiques liés à la qualité du gisement (utilisation pour le sablage, la filtration, les loisirs).

Le choix de l'emplacement du projet d'extension a été réalisé en analysant les différentes contraintes, notamment environnementales : site déjà aménagé pour l'activité industrielle (carrière en cours d'exploitation), qualité du gisement, proximité entre le lieu d'extraction et les installations de traitement, secteur peu urbanisé et hors Natura 2000 et permettant une réinsertion paysagère globale.

➤ **Accéder à une ressource d'intérêt général**

La nature exceptionnelle des matériaux exploités à la carrière des Belles est relevée par le schéma départemental des carrières. L'originalité des produits vient de la richesse du gisement exploité : les sables siliceux rouges et blancs de St-Nazaire-en-Royans qui constituent l'un des plus importants gisements européens.

Il est par ailleurs décrit dans le schéma départemental des carrières de la Drôme, que le gisement de la carrière des Belles constitue une richesse locale non négligeable et qu'il mérite d'être protégé afin de garantir la poursuite de son exploitation et le maintien de l'activité économique et des emplois induits qui en dépendent.

➤ **Réduction du nombre de sites d'exploitation**

La société CARRIERES E. PEYSSON extrayait encore récemment ses produits naturels de trois carrières, sises sur Saint-Nazaire-en-Royans, Oriol-en-Royans et Rochechinard.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/02/2016

2016-03

Le projet d'extension et de pérennisation du site d'Oriol en Royans s'insère dans le projet global de concentration de la production de matériaux naturel sur un seul site. Si aujourd'hui, seule est exploitée celle d'Oriol-en-Royans, c'est dans le cadre de ce projet global qui nécessite de pérenniser les capacités d'exploitations de la carrière d'Oriol.

La concentration de la production sur un seul site présente de nombreux avantages pour la société de carrière mais également pour les populations riveraines, pour l'environnement et pour le paysage.

➤ **Intérêt pour l'économie locale**

La fourniture par la société CARRIERES E. PEYSSON de matériaux utilisés dans les activités de bâtiments et de travaux publics au niveau local assure à ces activités l'accès à une matière première de base à un coût raisonnable, malgré l'enclavement relatif du Royans-Vercors et malgré son éloignement des sites de production de la vallée du Rhône.

La proximité de production du matériau avec les lieux d'utilisation présente aussi l'avantage indéniable de la réduction des transports et la réduction des impacts que cela induit en termes de pollution, de nuisance et de risques routiers.

➤ **Intérêt pour la Commune d'Oriol-en-Royans**

La reconduction de l'autorisation d'exploitation initiale et l'extension du périmètre d'exploitation de la carrière des Belles présentent pour la commune l'intérêt de pérenniser une activité économique qui procure emplois et ressources pour la commune, sans augmenter les nuisances et gênes de voisinage. En effet, le projet d'extension que la commune accepte de déclarer d'intérêt général est un projet qui reconduit l'exploitation existante selon les mêmes volumes et méthodes d'exploitation.

Mise en compatibilité du PLU

Afin de permettre la réalisation de ce projet d'intérêt général, les modifications à apporter au PLU portent sur les points suivants :

Document graphique du Règlement (Plan de zonage) :

Dans le PLU actuel, le secteur est classé en zone naturelle N, et comporte une trame « Zone de richesses du sous-sol », identifiant, conformément à l'article R.123-11 c) du Code de l'urbanisme, un secteur spécifique de richesses naturelles du sous-sol, secteur où les activités d'exploitation de carrières sont autorisées. Cette trame « Zone de richesses du sous-sol » est limitée au périmètre de la carrière telle qu'existante.

Il est donc prévu, dans le cadre de la mise en compatibilité, de procéder à l'extension, conformément au plan figurant dans le dossier annexé à la présente délibération, de cette « Zone de richesses du sous-sol », où les activités d'exploitation de carrières sont autorisées, en concordance avec le périmètre du projet d'extension de la carrière.

Règlement écrit :

Il est prévu de clarifier la rédaction de l'article 2 du Règlement applicable en zone N, qui définissent les occupations du sol admises dans cette zone.

Selon la rédaction actuelle, l'article 2 du règlement de la zone N prévoit :

« Sont admises, dans les secteurs concernés par une trame de richesse naturelle des sous-sols, les occupations et utilisations du sol suivantes :

- *Les constructions et installations liées et nécessaires à l'exploitation des richesses naturelles de la zone. »*

2A

2016-04

Ces dispositions, bien que théoriquement suffisantes pour permettre les constructions, installations et activités prévues par la société Peysson dans le cadre de son projet d'extension ne précisent pas explicitement que les Installations Classées sont autorisées. Or l'activité carrière relève de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Il semble donc utile de compléter le règlement de la zone N afin de préciser expressément que les Installations classées sont autorisées dans le secteur de richesses naturelles du sous-sol.

La nouvelle rédaction de l'article 2 de la zone N, proposée dans le cadre de la présente mise en compatibilité, est la suivante :

« Sont admises, dans les secteurs concernés par une trame de richesse des sous-sols, les occupations et utilisations du sol suivantes :

- *Les constructions et installations, y compris les installations classées pour la protection de l'environnement, liées et nécessaires à l'exploitation des richesses naturelles de la zone et à l'exploitation des carrières. »*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.123-14, L.123-14-2, R.123-23-2,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Oriol-en-Royans approuvé le 22 octobre 2013

Vu la délibération du 18 mars 2014 portant lancement de la procédure de déclaration de projet pour l'extension de la carrière et de mise en compatibilité du PLU

Vu la réunion d'examen conjoint du 27 avril 2015

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale dispensant, après examen au cas par cas, de la réalisation d'une évaluation environnementale

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

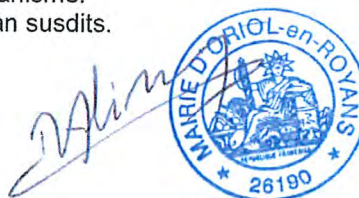
- d'approuver le dossier de déclaration de projet ;
- par cette déclaration de projet, de prononcer l'intérêt général du projet d'extension de la carrière des Belles, pour les motifs précédemment énumérés ;
- d'approuver la mise en compatibilité du PLU avec la déclaration de projet ;
- de charger Monsieur le Maire de réaliser l'ensemble des formalités et mesures d'exécution de cette délibération.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Le Maire,

Roland ARCHINARD



Certifiée exécutoire compte tenu
De la transmission en Préfecture le 03/02/2016
Et de la publication le 03/02/2016

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

026-212602239-20160203-01-2016-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/02/2016

29 NOV 2013

→ M. P.
→ b. b. l.

Commune d' ORIOL EN ROYANS

**APPROBATION
de**

L'ELABORATION

DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 22 octobre 2013

Date de transmission au Préfet : 5 novembre 2013

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : 12 novembre 2013
- Insertion dans la presse : 15 novembre 2013

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire :
- Observations :

Reçu le
03 DEC. 2013
DDT 26 - UT Nord

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	5 décembre 2013
--	-----------------

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques,
P/Le Responsable du pôle planification,

Annie LAPAIX

Copie : SATR – SATR/PP – **UT NORD**

MAIRIE
26 190 ORIOL EN ROYANS

DEPARTEMENT DE LA DRÔME
ARRONDISSEMENT : VALENCE

Délibération n°25/2013

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme.

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 octobre 2013.

L'an deux mil treize

Et le vingt-deux du mois d'octobre

A 20 heures 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de M. Roland ARCHINARD, Maire.

Date de la convocation : 15/10/2013

Secrétaire de séance : Michaël RAVINEL.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 13

Présents : 10

Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

ETAIENT PRESENTS : Roland ARCHINARD, Thierry AGERON, Maurice DUC, Jean-Paul FRANCESCH, Bernard ROBERT, Christian TEZIER, Laurent LEMAITRE, Michaël RAVINEL, Sandrine BRETIERE, Marc RONDIN

ETAIENT ABSENTS : Marlène MICHAL (absente excusée), Christine MOTTET, Eric CHASSAING.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-10 et R 123-19,

Vu la délibération en date du **03 octobre 2006** prescrivant l'élaboration du PLU. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du **31 mai 2012** arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire N° **01 en date du 15/01/2013** soumettant à enquête publique le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques consultées,

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du **22 octobre 2013** modifiant le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal pour tenir compte des résultats de l'enquête,

Considérant que la réserve du commissaire enquêteur relève uniquement d'un intérêt particulier qui viserait à créer un secteur constructible en dehors des secteurs de développement prévu au PADD et qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte.

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents,

DECIDE de ne pas prendre en compte la réserve du commissaire enquêteur (exprimé ci-dessus) et d'approuver le projet de Plan Local d'Urbanisme, tels qu'il est annexé à la présente,

INDIQUE que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public,

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le Département,

INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme,
Le Maire,
Roland ARCHINARD



Certifiée exécutoire par le Maire, compte tenu de la réception en Préfecture le
et de la publication le
Le Maire,